

## Baromètre



PAR MICHEL GUILLOUX

La convention de l'UMP sur son « projet », ce week-end, a eu tout de l'exorcisme. Autant de sourires forcés masquaient l'envie de mordre, autant de rapprochements, celle de s'écharper, et d'appels à

l'union, le spectre de la division et de l'échec. Un autre fantôme hantait une salle de l'Équinoxe qui aurait pu être rebaptisée de l'Éclipse, celui d'un qui multiplie les prestations tarifées depuis sa défaite et spéculé sur son retour, dans trois ans. Que reste-t-il à Jean-François Copé et à sa chouette bande de comptables avides de pouvoir et dépités de se l'être fait par plus malins qu'eux ? Supprimer les 35 heures, reporter l'âge légal de départ à la retraite à l'horizon 2023, tailler dans les dépenses publiques à raison de 30 milliards d'euros par an, « simplifier » le Code du travail, baisser les cotisations sociales des entreprises... Heureusement, serait-on tenté d'écrire, que cette droite écumante a ajouté à son menu la mise à l'index des chômeurs, sinon l'on aurait pu risquer de le confondre avec la feuille de route dictée par l'actuel hôte de l'Élysée, depuis ses vœux jusqu'à sa dernière conférence de presse télévisée. Il ne se trouve qu'une Marine Le Pen pour dédouaner François Hollande, qui ne serait en rien acteur de la politique menée, mais entièrement et exclusivement marionnette de « Bruxelles ». Ainsi l'UMP voit-elle une large partie de son programme déjà aspiré sur sa gauche, tandis que son électoralat serait encore plus grignoté sur l'extrémité de sa droite. On peut être contrarié pour moins de ça.

**Le premier secrétaire du PS n'a guère de difficulté à jouer le rôle de petit télégraphiste** auquel il est désormais cantonné. Le PS, dit-il, « dénonce le choix fait par le principal parti de l'opposition de

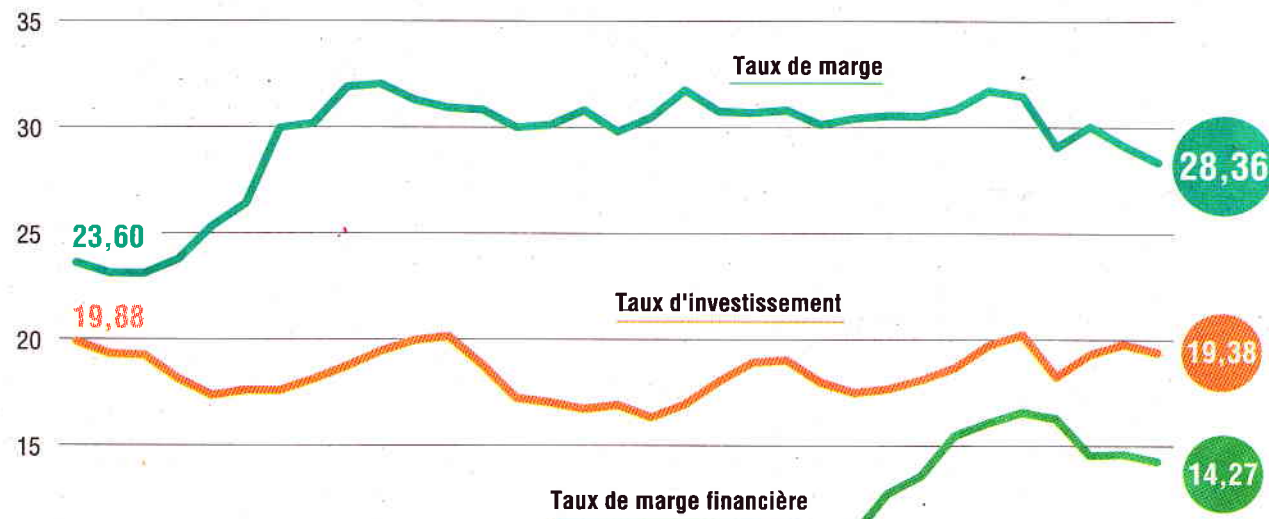
## Événement

## ÉCONOMIE

## Et si François Hollan

Coup d'envoi aujourd'hui des concertations sur le pacte de responsabilité lancé par le président le 14 janvier. Le diagnostic des maux de l'économie censé justifier ce big bang libéral est-il le bon ? *L'Humanité* engage une opération vérité.

## VALEUR AJOUTÉE : LE RACKET FINANCIER



En pourcentage de la valeur ajoutée (richesses créées)

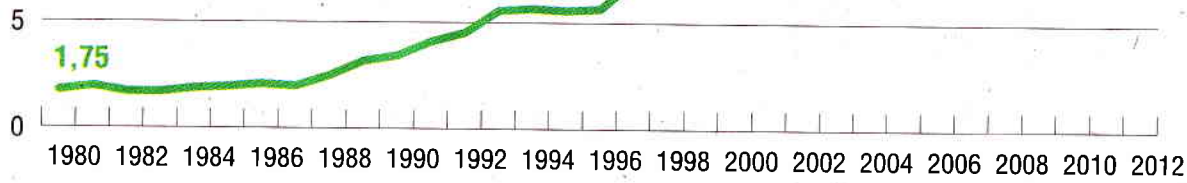
L'UMP voit une large partie de son programme déjà aspiré sur sa gauche, et son électorat, par l'extrémité de sa droite.

se réfugier derrière une posture caricaturale et extrémisée au moment où le président de la République fait le pari courageux d'un grand compromis social, pour bâtir la France de l'après-crise ». Si « grand compromis » il y a, c'est avec le patronat, et sa frange la plus implacable qui soit, Medef

en tête. Pendant ce temps, à Davos, le ministre de l'Économie boit du petit-lait en sirotant du Coca: les marchés financiers, par la voix d'une agence de notation, saluent le tournant libéral assumé de l'équipe au pouvoir, tournant qui facilite son « travail de ministre ».

Nous n'avons nulle crainte quant à la capacité de la droite réactionnaire à faire pire que l'actuel pouvoir. Mais quel homme, quelle femme, quel que soit son âge, qui n'a que son travail et pas la rente pour vivre est-il tarauté par la question de savoir qui va l'emporter en 2017? Hormis le titulaire du poste et un petit noyau d'aspirants, et la quasi-totalité de la caste médiocratique, quasiment personne. L'ire de l'UMP peut servir de baromètre de la dérive en cours. Elle en dit long sur les énergies mobilisables à gauche.

Pour lever l'immense fardeau de la fatalité qui pèse sur les consciences telle une hypothèque sur un autre avenir à construire maintenant, un immense travail est à mener. Mettre au défi chef de l'État et premier ministre de tenir leur parole de « contreparties » dignes de ce nom en faveur du monde du travail. Dévoiler, comme y contribue aujourd'hui l'Humanité, l'imposture du chantage à la « compétitivité » qui masque l'explosion exponentielle de la rapacité financière sur les richesses créées depuis trente ans. Combattre, en un mot, pied à pied, des communes aux entreprises, ce « coût du capital » qui ruine le pays, société comme nature.



Taux de marge

Le taux de marge mesure la part du profit (EBE) dans la valeur ajoutée d'une entreprise. C'est donc un bon indicateur de la répartition entre profit et salaires.

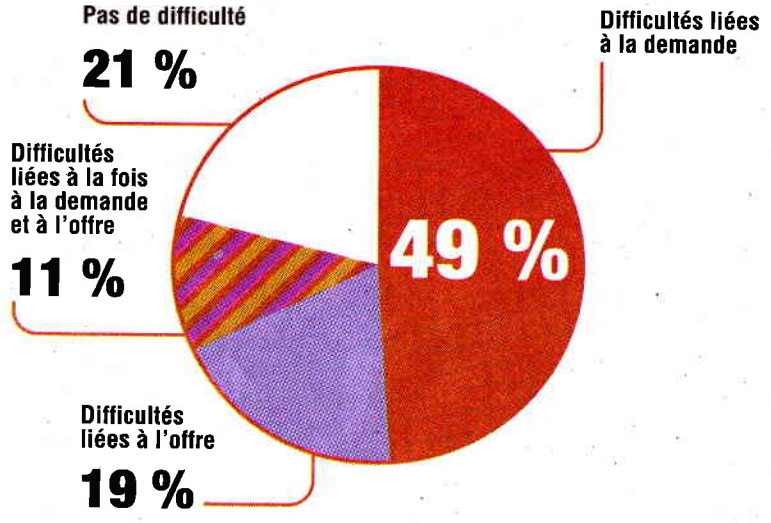
Taux d'investissement

Définit la part de l'investissement par rapport à la richesse produite. Il permet de connaître le pourcentage de la richesse consacré à l'investissement.

Taux de marge financière

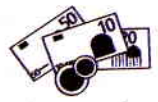
Il s'agit de la part de la valeur ajoutée distribuée en dividendes aux actionnaires. Il mesure le niveau de financiarisation des entreprises.

L'OFFRE N'EST PAS LE VRAI PROBLÈME



Source : Insee, enquête trimestrielle de conjoncture dans l'industrie

346



C'est en milliards d'euros

la trésorerie accumulée par les entreprises européennes



depuis 2007



d'après l'agence de notation Standard & Poor's (S&P)

Un pactole

qui pourrait être investi dans l'appareil productif.





« Le moteur de la politique de l'emploi a donné tous les résultats qu'il pouvait donner. »

Pour Michel Sapin, c'est à « l'Économie » de faire le boulot maintenant. Et pour ça, c'est aux patrons qu'il faut donner !

38

C'est, en pourcentage, la proportion d'entreprises de l'industrie qui ont un carnet de commandes inférieur à trois mois.

3

# de faisait fausse route ?

**M**oins de deux semaines après son annonce par François Hollande, le premier ministre ouvre aujourd'hui la concertation sur le pacte de responsabilité. Syndicats

de salariés et organisations patronales sont reçus à tour de rôle à Matignon. Mercredi s'ouvriront les assises de la fiscalité des entreprises. Suivront des discussions sur une réforme du financement de la protection sociale, puis un « train de mesures de simpli-

fication ». Le tout devant être conclu lors d'une « grande conférence sociale » au printemps, et soumis au vote des députés.

Au nom de la bataille pour l'emploi, le président avait dit vouloir « accélérer » et, sur ce plan au moins, il

tient promesse. Mais la direction retenue est-elle la bonne ? Un an après le crédit d'impôt compétitivité emploi, dont l'efficacité n'a pas été évaluée, faut-il baisser encore, massivement, le « coût du travail » en satisfaisant la vieille revendication patronale de

suppression des cotisations famille ? Le diagnostic à l'origine de cette politique, imputant les maux de l'économie à un problème d'offre, est-il fondé ? Pourquoi les allègements de cotisations patronales d'aujourd'hui feraient-ils, davantage que

par le passé, les emplois de demain ?... Autant de questions méritant une ample confrontation, avant même d'envisager les hypothétiques « contreparties » sociales de ce big bang libéral. *L'Humanité* verse ici sa contribution au dossier.

1

« Il nous faut produire plus, il nous faut produire mieux. C'est donc sur l'offre qu'il faut agir. »

FRANÇOIS HOLLANDE, LE 14 JANVIER À L'ÉLYSÉE.

« Faux ! » répondent les patrons. Pour 44 % d'entre eux, c'est le carnet de commandes peu fourni qui les met dans la difficulté, expliquent-ils dans la dernière enquête de conjoncture dans l'industrie publiée le 14 janvier par l'Insee. Seuls 19 % des chefs d'entreprise pointent l'offre, ou plus exactement les coûts de production, comme un problème. 11 % pensant que le problème est à la fois lié à la demande et à l'offre. Et 80 % d'entre

partisans de l'offre pointent en général le fait qu'en France la demande serait déjà suffisamment dynamique et n'aurait donc aucun besoin d'être soutenue. Avec 0,3 % l'an dernier, la consommation des ménages est totalement atone. Et pas d'amélioration en vue : d'après l'Insee, les dépenses de consommation croîtront de seulement 0,1 % au premier trimestre 2014. Reste la demande extérieure. Une variable totalement incertaine. D'autant que la compétitivité prix (incluant donc

3

« Le pacte de responsabilité a un principe simple : c'est d'alléger les charges, de réduire leurs contraintes sur leurs activités et, en contrepartie, de permettre plus d'embauches. »

FRANÇOIS HOLLANDE, LE 14 JANVIER À L'ÉLYSÉE.

L'argument ne date pas d'hier : voilà plus de vingt ans que la politique d'exo-

et aux grandes entreprises. Et qu'une proportion importante de TPE et PME ont des problèmes de trésorerie. Mais l'expérience montre que rétablir le taux de marge via un allègement des cotisations patronales risque de n'avoir pour effet que d'affaiblir les comptes publics sans augmenter les investissements.

de cotisations. Mais elles sont fortement contestées. À commencer par la Cour

eux disent prévoir leurs projets en fonction de la demande à venir, indique le baromètre réalisé par l'assureur-crédit Euler Hermes. « Les PME n'emploient que quand les carnets de commandes augmentent, a d'ailleurs reconnu Jean-François Roubaud, le président de la Confédération générale des petites et moyennes entreprises, mi-janvier sur BFM. Il n'y a pas de rapport direct entre baisse des charges et emploi. » Les

le « coût de la travail ») explique moins de 40 % de la variation des performances à l'exportation des pays de la zone euro, démontre une étude de la Commission européenne de 2013. Une invitation à agir plutôt sur les facteurs hors prix (recherche, innovation...), le positionnement de la France sur ce plan étant seulement « médian par rapport aux principaux pays développés », explique le Trésor, dans une récente note.

## 2 « Tout le monde sait que ce que l'on appelle le taux de marge des entreprises, qui permet de financer l'investissement, est, en 2012, au plus bas de son histoire. »

FRANÇOIS HOLLANDE, CONFÉRENCE DE PRESSE DU 14 JANVIER.

Faux encore. Certes en 2008, avant la crise, le taux de marge, qui mesure la part des profits dans la valeur ajoutée, était de 32 % contre 27,7 % aujourd'hui. À peu près constant depuis la fin des années 1980, il a perdu 4 points entre 2008 et 2012. « Mais ce recul s'est fait par rapport à un niveau historiquement élevé », rappelle l'économiste Michel Husson. De la création de la statistique en 1949 jusqu'au milieu des années 1980, le taux de marge ne dépassait que très rarement les 27 %. Or, cette période de marge très élevée ne s'est pas accompagnée d'une hausse des investissements. Pis, en 2006, lorsque le taux de marge a atteint son maximum, le taux d'investissement a même dégringolé. À l'inverse, la part des dividendes versés dans la valeur ajoutée (le taux de marge financière) a, elle, lit-

téralement explosé. Quasi inexistante jusqu'aux années 1980, elle a atteint en 2008 16,5 %, tandis que le taux d'investissement stagnait autour des 20 %. Depuis 2007, les entreprises européennes ont accumulé un bas de laine de plus de 346 milliards d'euros, estime l'agence de notation Standard & Poor's. Un trésor dont elles ne se servent pas pour investir : « La croissance économique est insuffisante pour que les entreprises disposent de la visibilité nécessaire au lancement de projets d'investissement, d'expansion », explique-t-on chez Standard & Poor's. Ceci ne doit pas cacher qu'il existe cependant une très grande disparité des niveaux de taux de marge selon la taille des entreprises : il est inférieur de près de 4 points dans les PME, par rapport aux entreprises de taille intermédiaire (ETI).

nération ou d'allègement de cotisations sociales patronales a été lancée au nom du soutien à l'emploi. Depuis la « ristourne Juppé » de 1993, les gouvernements successifs ont multiplié les dispositifs, rendant cette politique toujours plus coûteuse pour les finances publiques (le manque à gagner pour la Sécu est compensé par l'Etat). En 2013, les exonérations ont représenté plus de 28 milliards d'euros – près de la moitié du déficit de l'Etat ! Sur vingt ans, la dépense cumulée s'élève à près de 230 milliards. Pour quel résultat ? La persistance d'un chômage de masse donne un élément de réponse... Certes, des études réalisées par des experts d'inspiration libérale avancent régulièrement le chiffre de 800000 emplois qui auraient été créés ou sauvegardés grâce à ces baisses

des comptes, organisme peu suspect de sympathies révolutionnaires. À plusieurs reprises, ces dernières années, la Cour a jugé ces allègements « insuffisamment évalués en dépit de la charge financière croissante qu'ils représentent », et leur « efficacité sur l'emploi trop incertaine pour ne pas amener à reconsidérer leur ampleur, voire leur pérennité » (rapport sur la Sécurité sociale, 2008). Pas précisément une invitation à en rajouter avec l'effacement des cotisations famille... Plutôt un appel à s'interroger : pourquoi ne pas utiliser la même somme pour créer des emplois publics ? À raison d'un salaire brut moyen de 34000 euros par an, les 28 milliards consacrés aux allègements représentent... 800000 emplois. Dont la création serait bien plus contrôlable.

## 4 « Ce sont les entreprises qui créent l'emploi. »

FRANÇOIS HOLLANDE, EN AVRIL 2013 AUX ASSISES DE L'ENTREPRENEURIAT.

Sorti tout droit du discours du Medef, c'est l'exemple type de la pseudo-évidence, mobilisée pour étayer la politique d'exonérations. Premier constat : par cette assertion, la fonction publique passe tout bonnement à la trappe. Or, l'emploi public représente plus de 20 % de l'emploi total en France. Et, dans l'éducation, la santé ou les collectivités locales, les besoins de recrutement insatisfaits, on le sait, ne manquent pas. Encore faudrait-il, pour y répondre, tourner le dos à la politique d'austérité, et non l'accentuer comme on nous l'annonce avec l'objectif des 50 mil-

liards d'euros d'économies à réaliser d'ici à 2017 afin de financer les allègements de cotisations concédés au patronat.

Cette politique va immanquablement renforcer la pression budgétaire sur les collectivités locales, alors que celles-ci réalisent – autre réalité économique occultée – plus des trois quarts de l'investissement en France, et concourent donc fortement au maintien et à la création d'emplois. Pour l'heure, à défaut d'un changement de cap, en France et en Europe, les entreprises de l'Hexagone, en butte à une demande en berne, détruisent plus d'emplois qu'elles n'en créent.

YVES HOUSSEAU ET CLOTILDE MATHIEU